

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :
En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel. Suisse.)

LOCLE, LE 16 AOUT 1874.

Propos d'un conservateur fusillard.

De temps en temps, il échappe aux écrivains et aux philosophes bourgeois, dans un moment d'abandon, des aveux bien compromettants pour leur cause. Il est vrai que lorsqu'ils se laissent aller à ces confidences, c'est dans les pages d'un gros livre destiné aux amis, et qui ne tombe guère entre les mains des ouvriers. Toutefois, que Messieurs les bourgeois ne comptent pas trop là-dessus : il y a aussi des socialistes qui lisent les gros livres ; et c'est ainsi qu'un des collaborateurs du *Bulletin* lui envoie le passage suivant, qu'il a trouvé dans un ouvrage récent de M. Saint-Marc-Girardin, ancien vice-président de l'Assemblée de Versailles, mort dernièrement :

« ... Un nègre comprend mieux que nous ce que c'est que l'esclavage et la liberté, parce qu'un nègre ne connaît pas les métaphores et les abstractions aussi bien que nous, qui appelons libre l'ouvrier qui travaille seize heures par jour. Libre en effet, il n'obéit qu'à la faim !

« Consultez sur la liberté une classe de révolutionnaires qui en valent bien d'autres, les îlotes, Spartacus, la Jacquerie, les nègres d'Haïti, ils vous diront qu'être libre, c'est ne point être forcé de travailler, que c'est là la bonne liberté, que c'est pour celle-là qu'ils ont combattu. Ils estimeront peu une liberté qui s'évapore en droits politiques. La liberté, pour eux, c'est le repos, une meilleure nourriture, un meilleur logis ; c'est l'amélioration du sort du peuple.

« ... La liberté politique, chartes, presse, tribune, élections !.... A côté de cela, pour le beau monde, il y a le joug pesant de l'étiquette sociale, la tyrannie du comme il faut : et pour le peuple, le joug du travail, travail de seize heures sur vingt-quatre, dans des étouffoirs qu'on appelle

ateliers ! »

(Saint-Marc Girardin, *Souvenirs de Voyages et d'Etudes*, pages 16 et 17.)

On le voit, les fusillards versaillais ne péchent pas par ignorance : ils connaissent mieux que personne la justice des revendications populaires, et ils en parlent avec complaisance, dans un style élégant et fleuri. Ce qui ne les empêche pas de massacrer et de déporter, sans scrupules. Autrement, du moins, les tyrans se croyaient dans leur droit et pensaient que l'esclavage était le lot naturel du peuple : il était réservé à notre époque de voir le prolétariat garrotté et supplicié par des philosophes libéraux et humanitaires.

Dans un précédent numéro, nous avons dit que la diminution de la journée de travail aurait pour résultat, non seulement de donner à l'ouvrier le temps nécessaire à son développement intellectuel, mais encore de faire hausser les salaires et de supprimer, dans une certaine mesure, les chômages.

Il n'est pas difficile de se rendre compte de la façon dont ces résultats seraient obtenus.

Une certaine somme de travail est nécessaire pour la confection de l'ensemble des produits et pour la prestation de l'ensemble des services dont la société a besoin. Aujourd'hui, avec le système des longues journées, cette somme de travail est répartie sur un chiffre insuffisant de travailleurs, qui sont obligés de s'échiner, de s'abrutir souvent, pour suffire à leur tâche ; et pendant que la majorité des ouvriers est victime de ce système de *surtravail*, on voit en permanence une fraction du prolétariat rester privée du travail qu'elle réclame pour subsister, et languir dans le chômage.

Les travailleurs inoccupés, pour qui c'est une question de vie ou de mort de trouver de l'ouvrage, font la guerre à ceux qui travaillent, en offrant leurs bras à plus bas prix : et c'est grâce

à leur concurrence que les salaires se maintiennent forcément au taux qui convient au capitaliste. Tous ceux qui connaissent les questions relatives au travail savent très bien qu'il suffit qu'il y ait dans une corporation de mille ouvriers, dix hommes sans ouvrage, pour empêcher, par la concurrence que les dix travailleurs inoccupés font à leurs collègues, le salaire de toute la corporation de s'élever.

Si la durée de la journée de travail était réduite, il y aurait de l'occupation pour tout le monde : car la même somme de produits devant toujours être créée, on serait obligé d'utiliser les services d'un plus grand nombre d'ouvriers. La tâche que cent ouvriers accomplissaient dans une journée de douze heures, devrait être, avec la journée de dix heures, répartie sur cent-vingt ouvriers ; avec celle de huit heures, sur cent cinquante. Et comme il n'y aurait plus alors de travailleurs inoccupés, il serait possible de faire hausser les salaires sans avoir à redouter, comme aujourd'hui, la concurrence des bras qui chôment et qui sont prêts à travailler à tout prix.

Il est vrai qu'avec cette réforme, on n'aura pas supprimé les chômages provenant des crises industrielles ; on n'aura pas détruit la prépondérance du capital, on n'aura pas émancipé complètement le travailleur. C'est que, pour arriver à ce résultat radical, les procédés simplement réformistes ne suffisent plus, et il faut appliquer le remède radical : la Révolution sociale.

Qu'appelait-on, il y a quelques dix ans, un radical en politique ? — C'était, dans notre pays du moins, un homme qui voulait la *liberté, toute la liberté*. Le radical était un *homme libre* !

Les temps sont bien changés. Un vent nouveau a soufflé de la Prusse, et voici que les radicaux nous prêchent aujourd'hui, comme l'idéal du citoyen, *l'obéissance passive* !

L'organe des radicaux neuchâtelais, le *National suisse*, écrivait dernièrement dans un article sur *l'Instruction militaire et l'Instruction publique* (1), ces lignes étonnantes :

« Le jeune homme de vingt ans a, de nos jours, certaines allures d'indépendance, certain orgueil que n'avaient pas les jeunes gens du même âge à l'époque où le mot « instruction publique » était un mythe. Ces derniers étaient facilement maniables, comme c'est le cas de tout homme dépourvu d'instruction ; aujourd'hui il faut compter avec l'esprit d'émancipation de la jeunesse, esprit qui lui fait paraître bien dures les exigences de la discipline militaire.

« Si donc l'instruction militaire et l'instruction scolaire sont menées de front, on obtiendra ce double et *heureux* résultat :

« Au point de vue militaire, on habituera, dès

(1) Cet article est consacré à démontrer les heureux effets que produira la nouvelle organisation militaire suisse, grâce à laquelle les enfants commenceront déjà leur instruction militaire à l'école primaire.

sa jeunesse, l'enfant à se soumettre aux ordres donnés, on lui inculquera, petit à petit, cet esprit de subordination qui fait la force d'une armée et qu'il est si difficile d'inculquer à la bouillante jeunesse de vingt ans ; voilà pour le point de vue militaire.

« Au point de vue scolaire, ce même esprit de subordination, ce même respect du supérieur, ne pourra que contribuer à une bonne et saine éducation. L'obéissance est ce qu'il y a de plus difficile à apprendre à un enfant : les pères en savent quelque chose. Si donc, à l'école, l'enfant peut apprendre à obéir, on lui rend service à lui-même, car on le prépare à supporter les exigences parfois dures de la vie, et, en même temps, on forme un soldat.

« Bon citoyen et bon soldat sont formés du même coup. »

Qu'en dites-vous ? Est-ce assez clair ? Peut-on avec plus d'audacieuse naïveté renier son passé révolutionnaire pour afficher les doctrines du césarisme et du caporalisme ?

Mais pourquoi nous étonner ? Les radicaux ne sont plus libres-penseurs ; ils sont rentrés dans le giron de l'Eglise : religion et militarisme sont deux plaies inséparables l'une de l'autre ; prêtre et caporal sont des frères siamois.

Nouvelles de l'Extérieur.

Italie.

Les journaux bourgeois annoncent depuis quelques jours de nombreuses arrestations faites parmi les membres de l'Internationale italienne, à Bologne, à Florence, à Rome, et dans quelques autres localités. Ils rattachent ces arrestations à une tentative insurrectionnelle qui aurait eu lieu dans la Romagne, et qui s'est bornée, paraît-il, à la rupture des fils télégraphiques entre Bologne et Imola. On a annoncé en même temps l'arrestation de vingt-sept gros bonnets du parti mazzinien, surpris dans une campagne près de Rimini, où ils tenaient une réunion clandestine : parmi eux se trouve Saffi, l'ex-triumvir romain, devenu le pontife du parti depuis la mort de Mazzini.

En l'absence de tout renseignement direct, nous ne pouvons faire que reproduire ces nouvelles sans commentaires, en faisant remarquer toutefois qu'il ne faut accueillir qu'avec une extrême défiance les télégrammes des agences bourgeoises ; on se rappelle combien, l'année passée, lors des affaires d'Espagne, ils avaient abusé de la bonne foi du public. Il nous paraît extrêmement douteux, par exemple, qu'il y ait le moindre rapport réel entre l'arrestation des mazziniens et celle des internationaux, attendu que les premiers ont toujours été des adversaires acharnés de l'Internationale. On conçoit que le gouvernement italien serait bien aise de monter un complot à grand spectacle, genre second empire, afin de se poser un peu en sauveur de la société ; mais il ne trouvera pas facilement des dupes disposées à le croire.

Une seule chose nous paraît sérieuse dans tout cela : c'est la misère profonde du peuple italien, qui doit tout naturellement se traduire de temps à autre par des tentatives insurrectionnelles, en attendant l'heure où éclatera quelque bonne et radicale révolution qui purgera le pays de sa vermine cléricale et bourgeoise. Un citoyen français, qui habite l'Italie, nous a adressé dernièrement une communication sur la situation des ouvriers italiens ; nous allons donner quelques extraits de sa lettre ; après les avoir lus, il sera facile de comprendre pourquoi le prolétariat italien est révolutionnaire.

« La misère est plus grande ici que vous ne le supposez, écrit notre correspondant. Pour le paysan, le pain noir est en beaucoup d'endroits un objet de luxe ; il n'a que cette abominable *polenta* (bouillie de maïs), encore pas toujours à sa faim. Dans la province d'Ogliastra, en Sardaigne, on mange encore de la bouillie de glands ; dans certaines communes, on la mêle avec une sorte de terre glaise ! Dans le Napolitain, en Sicile, dans la campagne romaine, beaucoup de paysans n'ont pas même de huttes ; un grand nombre sont encore couverts de peaux de chèvre, et ne mangent guère que des légumes non préparés ! Les paysans des provinces les moins malheureuses vivent de l'éternelle *polenta*, souvent sans sel, d'un peu de pain noir, et quelquefois d'un peu de riz et de laitage ; tous ou presque tous sont logés dans des cabanes infectes, non pavées, sans vitres aux fenêtres, et le plus souvent sans autre cheminée qu'un trou dans le mur ; aussi la muraille à l'intérieur est-elle si noire qu'on la dirait goudronnée. La journée moyenne du paysan est de 90 centimes par jour (non nourri, bien entendu), celle de la femme de 50 centimes, celle de l'enfant de 30 centimes ; et le pain se vend toujours un quart plus cher qu'à Paris. Cet hiver il s'est vendu jusqu'à 70 centimes le kilog.

« L'exploitation et la spéculation bourgeoise n'ont aucun frein. Ce serait déshonorer les commerçants des autres nations que de les comparer aux marchands italiens (sauf quelques exceptions individuelles). Les boulangers et les bouchers de Milan, par exemple, sont constitués en société secrète et volent sur le pain, outre un large bénéfice, 10 centimes par kilog. aux consommateurs ; sur la viande, 30 centimes. Un journal libéral, le *Secolo*, a voulu les dénoncer : ils ont menacé ses rédacteurs de leur casser les reins.

« Quant aux ouvriers des villes, je force les chiffres en évaluant leur salaire moyen à 1 fr. 50. Les ouvrières gagnent peut-être 70 centimes en moyenne, les enfants 40 à 45 centimes. Et notez que ce ne sont pas seulement le pain et la viande qui sont plus chers qu'ailleurs, mais tous les objets de première nécessité. On a du très mauvais vin pour 1 franc le litre ; l'ouvrier doit mettre le tiers de son salaire pour un misérable taudis, qui ferait prendre la fuite à un ouvrier des autres nations.

« Ne vous laissez prendre ni aux *Banques populaires* ni aux *Sociétés de secours mutuels*, tant vantées par les économistes qui depuis Cavour gouvernent l'Italie. Les *Banques populaires* ne sont pas du tout ouvrières ; leurs actionnaires et leur clientèle ne se composent que d'avocats et de commerçants. Les *Sociétés de secours mutuels* ne sont que

des écoles d'asservissement ; non seulement les membres honoraires y font la pluie et le beau temps, mais le président est ordinairement un noble quelconque, qui pour être nommé, a versé des cent ou des mille francs. Dans les grèves, ces *Sociétés de secours mutuels* sont ordinairement contre leurs propres membres, les conseils d'administration étant exclusivement composés de bourgeois.

« Quant aux mazziniens, ils conspuent la Révolution française, la Commune et l'Internationale, et conspiraient pour je ne sais quelle république mystagogique où *Dieu, Mazzini* et *Rome* recevraient l'encens des fidèles. »

On conçoit que dans une situation pareille, il y ait nécessité de révolution. Depuis deux ans, il y a eu en Italie environ SOIXANTE émeutes produites par la faim ; mais les émeutiers, dans leur ignorance, n'en voulaient qu'aux accapareurs immédiats, et ne savaient pas discerner les causes fondamentales de leur misère. L'Internationale, en ouvrant les yeux aux ouvriers, en leur montrant à qui ils doivent s'en prendre et sur quelles institutions ils doivent frapper, transformera un jour les émeutes isolées, aveugles et impuissantes, en une révolution générale, consciente et réfléchie, et par conséquent irrésistible. Le gouvernement a beau emprisonner les apôtres du socialisme, il ne peut pas mettre sous clef le volcan populaire ; et quand il aura fait condamner par centaines de généreux martyrs de la justice, il n'en sera pas moins englouti dans l'éruption finale.

Belgique.

La Fédération belge doit tenir un Congrès régional les 15, et 16 courant, à Gand. En voici l'ordre du jour :

1. Rapport du Conseil fédéral, et diverses questions administratives.
2. Organisation du Congrès général de l'Internationale, qui doit avoir lieu à Bruxelles, le premier lundi de septembre.
3. Nomination d'un délégué à ce Congrès.
4. Transfert du Conseil fédéral belge et nomination de ses membres.
5. Discussion sur l'ordre du jour du Congrès général.

Angleterre.

La grève des ouvriers agricoles s'est enfin terminée, sans qu'aucun résultat visible ait été obtenu, soit d'un côté, soit de l'autre. Cependant les ouvriers ont en réalité remporté un avantage sérieux. Les fermiers voulaient forcer les ouvriers à sortir de l'association agricole : les ouvriers, en reprenant le travail, gardent dans leur poche leur carte de membres de l'association, et les fermiers n'en parlent plus ; or, la grève avait éclaté parce que les fermiers avaient d'abord exigé que les ouvriers leur remissent leur carte de membre. La trêve survenue entre les parties ne sera probablement pas de longue durée.

Fédération jurassienne.

Meeting de Saint-Imier. — Ainsi que le *Bulletin* l'avait annoncé, les membres des sections internationales du Jura venus à Saint-Imier le dimanche 9 août, pour assister à l'assemblée populaire convoquée par la section de cette localité, se réunirent le matin en séance familière : il y avait des représentants des diverses sections du Val de Saint-Imier, ainsi que de la Chaux-de-Fonds, du Locle, de Neuchâtel, de Bienne, de Berne et de Porrentruy.

A deux heures de l'après-midi s'ouvrit le meeting, sous la présidence du compagnon Alfred Jeanrenaud, guillocheur. La convocation avait attiré une affluence considérable d'ouvriers, la vaste salle de l'Hôtel-de-Ville était comble. Après quelques paroles d'Ali Eberhardt, de Saint-Imier, qui dit les motifs qui avaient engagé la section de Saint-Imier à convoquer cette assemblée, un discours d'Adhémâr Schwitzguébel, expliquant le but et les moyens d'action de l'Internationale, ouvrit la discussion ; son exposé dura près d'une heure, l'orateur ayant voulu passer en revue tous les points essentiels du programme de l'Internationale et réfuter une à une les accusations calomnieuses dont elle a été l'objet. Le citoyen Beslay parla ensuite sur l'organisation du crédit, et développa les bases sur lesquelles il croit possible d'organiser, dès à présent, l'escompte et l'échange, de manière à mettre le capital à la disposition des travailleurs. Les idées du citoyen Beslay furent combattues par J. Guillaume, qui expliqua ce que l'Internationale entend par propriété collective, et chercha à démontrer que la révolution sociale était nécessaire, qu'elle était inévitable, et que le dix-neuvième siècle ne s'achèverait pas sans qu'elle se fût accomplie.

P. Brousse fit la critique des institutions politiques, Pindy raconta l'histoire de l'Internationale en France, et montra la part qui lui revient dans la Commune de Paris, Floquet parla sur les grèves, Spichiger montra les illusions que se font les ouvriers qui croient pouvoir s'émanciper en devenant bourgeois.

Un orateur radical, le citoyen Numa Langel, rédacteur du *Jura Bernois*, prit la parole pour déclarer qu'en principe il était d'accord avec les aspirations de l'Internationale, mais qu'il n'en croyait la réalisation possible que dans plusieurs siècles ; et selon lui, ce que les travailleurs ont de mieux à faire en attendant, c'est de chercher à faire passer dans les assemblées législatives quelques représentants, qui s'efforceront d'apporter des améliorations aux lois et de procurer ainsi au travailleur quelque soulagement, en attendant l'heure de son émancipation définitive.

Un ouvrier de Saint-Imier, le compagnon Louis Cartier, se chargea de répliquer à cet orateur, dans un discours humoristique, dont la forme pittoresque et les idées pleines de bon sens enlevèrent les applaudissements de l'assemblée. Il serait à souhaiter que dans toutes les réunions populaires, il se trouvât ainsi des hommes qui, parlant le langage de l'atelier et appelant crûment les choses par leur nom, vinssent ajouter aux raisonnements abstraits des théoriciens socialistes, des commentaires puisés dans la chronique locale et qui rendent vivantes et

saillantes aux yeux de chacun les vérités que l'Internationale propage et défend.

Le meeting se termina à 5 heures, et l'assemblée se transforma alors en réunion familière égayée par des chansons et des toasts. L'impression qui nous est restée de cette excellente journée est que, si l'on ne peut pas, dans l'état actuel des affaires, en attendre des résultats bien considérables pour le progrès numérique de l'Internationale à Saint-Imier, elle a du moins réchauffé les cœurs de ceux qui sont depuis longtemps sur la brèche : elle leur a donné une force nouvelle, qui leur permettra de continuer avec courage le travail de propagande et d'organisation auquel ils se sont dévoués.

De nouveaux et pressants appels nous sont parvenus de la part des menuisiers grévistes de Genève. Il ne faut pas que les sacrifices que ces compagnons se sont imposés depuis deux mois pour abolir le travail aux pièces, aient été faits en pure perte : aussi recommandons-nous à toutes les sociétés ouvrières de faire leur possible pour venir en aide à des frères qui luttent pour la cause commune. Toute somme, si petite soit-elle, sera la bien venue : *les petits ruisseaux font les grandes rivières.*

« Chacune de nos lettres, nous écrit la section des menuisiers de Genève, doit porter le timbre de l'Association, car nous vous avertissons que nos adversaires (quelques ouvriers qui ont trahi la solidarité) et nos patrons écrivent dans le canton de Neuchâtel pour faire venir des ouvriers à Genève. Ainsi faites votre possible pour qu'il n'en vienne pas du tout jusqu'à nouvel ordre. Leurs lettres sont signées des noms suivants : *Louis Gindre*, président, et *Louis Imbert*, secrétaire. »

Nous mettons en garde les menuisiers neuchâtelois contre les menées des ennemis de leur corporation.

D'après les renseignements qui nous parviennent d'une section d'Alsace, la situation des ouvriers devient toujours plus pénible, la journée de travail augmente de durée et les salaires diminuent ; les ouvriers sont traités comme de vrais esclaves. Il paraît que le gouvernement prussien faulx ses mouchards dans toutes les sociétés ouvrières et qu'il a institué un cabinet noir, dont les fonctions écœurantes consistent, comme chacun le sait, à violer la correspondance des citoyens qui n'ont pu encore se résigner à plier le genou devant le vainqueur. Mais toutes ces persécutions ne font que redoubler le zèle de nos amis, car elles sont la preuve du progrès que font les idées socialistes révolutionnaires en Allemagne et de la venette que ces idées occasionnent au digne triumvirat, Guillaume, Bismark et Moltke, qui tient ce pays sous ses griffes.

A vrai dire, nous sommes enchantés de la besogne de ces trois compères et nous les regardons comme les plus grands révolutionnaires de notre époque ; ils n'ont qu'à la continuer encore quelques années, et l'Allemagne deviendra le foyer de la révolution sociale ; or on sait que quand le peuple allemand a une idée en tête, elle n'en déloge pas aisément.